



# LES FRANÇAIS, L'ÉPARGNE ET LA RETRAITE

ENQUÊTE 2025 AG2R LA MONDIALE  
AMPHITÉA - CERCLE DE L'ÉPARGNE



# PRÉSENTATION

- À la demande d'AG2R LA MONDIALE, d'AMPHITÉA et du Cercle de l'Épargne, le Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (CECOP) a conduit une étude sur les Français, l'épargne et la retraite.
- L'enquête a été réalisée sur internet les 25 et 26 mars 2025 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Le terrain d'enquête a été confié à l'IFOP.
- Nous examinerons successivement les principaux enseignements de l'enquête sur l'épargne, son rendement et sa fiscalité ; sur la retraite, le niveau des pensions et l'effort d'épargne ; sur la protection sociale, en particulier l'équilibre cotisations/prestations sur l'ensemble de sa vie.

Spécialiste de la protection sociale et patrimoniale en France, **AG2R LA MONDIALE** assure les particuliers, les entreprises et les branches, pour protéger la santé, sécuriser le patrimoine et les revenus, prémunir contre les accidents de la vie et préparer la retraite. Le Groupe compte plus de 15 millions d'assurés et accompagne 500.000 entreprises au quotidien. Avec près de 15.000 collaborateurs, AG2R LA MONDIALE est présent sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin. Société de personnes à gouvernance paritaire et mutualiste, le Groupe cultive un modèle de protection sociale unique qui conjugue étroitement rentabilité, solidarité et performance. Dans le cadre de l'action sociale AG2R Agirc-Arrco et AG2R Prévoyance, et plus globalement de son engagement sociétal, AG2R LA MONDIALE œuvre au quotidien pour le bien vieillir au plus près des besoins des personnes et des territoires.

**AMPHITÉA**, association d'assurés, souscrit auprès d'AG2R LA MONDIALE au nom et au profit de ses adhérents, des contrats répondant à leurs besoins de protection sociale et patrimoniale (épargne, retraite, santé, prévoyance, dépendance, obsèques). Avec près de 450 000 adhérents, elle s'inscrit parmi les plus grandes associations d'assurés en France. AMPHITÉA s'appuie également sur un réseau de plus de 100 Correspondants régionaux, qui représente une force de dialogue et de proposition auprès de son partenaire assureur.

Think tank d'AG2R LA MONDIALE dédié à l'épargne, la retraite et à la prévoyance, **le Cercle de l'Épargne** est présidé par Jean-Pierre Thomas. Il mène des études à dimension économique et sociale pour comprendre les grands enjeux de la protection sociale.



## LA GRANDE MAJORITÉ DES FRANÇAIS, COMME DES ÉPARGNANTS, NE JUGENT PAS NORMAL QUE LES POUVOIRS PUBLICS ORIENTENT VERS DES PRODUITS D'ÉPARGNE

Massivement, les Français en général et aussi les épargnants, manifestent leur préférence pour que les pouvoirs publics n'orientent pas l'épargne des ménages sur certains produits en faisant varier le taux d'imposition des rendements financiers. C'est une demande de pratique égalitaire à l'intérieur de l'épargne. Cette préférence, que l'on constate aussi chez les retraités, est majoritaire quels que soient le sexe, l'âge, la profession des sondés. On relève cependant que **plus le niveau de revenus est important, plus l'acceptation d'une orientation de l'épargne croît** : on passe ainsi de 17 % d'acceptation chez les personnes disposant d'un revenu

modeste à 30 % parmi les revenus élevés. De même, on constate que l'acceptation de l'orientation de l'épargne est également liée aux produits d'épargne que l'on possède ou non. L'opposition maximale à une variation des taux d'imposition est atteinte parmi les non épargnants (8 % seulement jugent normale la variation) suivis de près par ceux qui n'ont qu'un livret d'épargne. Enfin, la préférence politique des sondés compte puisque 57 % des sympathisants de Renaissance jugeraient « normale » cette orientation. Ce ne serait le cas que de 9 % des proches du Rassemblement national.

### L'ORIENTATION DE L'ÉPARGNE PAR LES POUVOIRS PUBLICS

■ Selon le niveau de revenus ■ Selon le produit d'épargne possédé

	Ensemble	Parmi les épargnants	En %	Normal	Pas normal	En %	Normal	Pas normal
C'est normal	22	27						
Ce n'est pas normal	78	73						
	100 %	100 %						
			Modeste	17	83			
			Moyen inférieur	24	76			
			Moyen supérieur	22	78			
			Élevé	30	70			
			Non épargnant	8	92			
			A seulement un livret	20	80			
			Assurance-vie fonds euros	27	73			
			Assurance-vie UC	42	58			
			Actions	37	63			
			PER, épargnes retraite	38	62			



## UNE MAJORITÉ MOINS FORTE, MAIS NETTE, NE JUGERAIT PAS « NORMAL » D'ORIENTER L'ÉPARGNE POUR CONTRIBUER AU FINANCEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

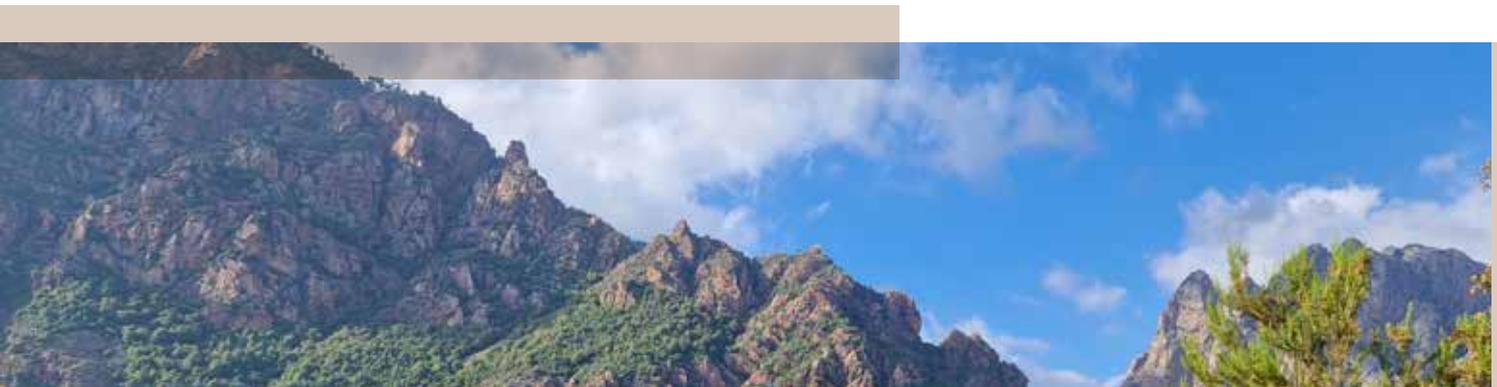
À la question, qui fait l'objet d'un débat dans l'actualité, portant sur le fait de savoir **s'il est normal ou pas que les pouvoirs publics orientent l'épargne des ménages pour contribuer au financement de la défense nationale, la réponse des Français comme des épargnants reste très majoritairement négative**. Elle est cependant un peu moins dominante que pour la question précédente, relative à l'imposition. Mais sur la dimension de défense nationale, on enregistre des variations plus nettes. Ainsi les 18-24 ans y seraient favorables à 47 % pourcentage significatif si l'on considère que cette catégorie de population est la plus susceptible d'être mobilisée en cas de conflit. De même, les revenus élevés semontrent

favorables à 48 %, tout comme les détenteurs d'actions (48 %). Enfin les préférences politiques des sondés sont particulièrement discriminantes. Si à gauche, on ne juge pas « normale » une telle orientation, les sympathisants du Parti socialiste, avec 46 %, sont très au-dessus des Insoumis (26 %) comme des écologistes (26 %). Ces derniers se révèlent assez proches des réponses des sympathisants RN (19 %) ou des sans sympathie partisane (21 %) désormais très nombreux. En revanche, les socialistes, les Républicains, et au sommet, les sympathisants de Renaissance (64 %) se montrent mieux disposés à une telle orientation de l'épargne.

### L'ORIENTATION DE L'ÉPARGNE EN FAVEUR DE LA DÉFENSE

■ Selon le niveau de revenus ■ Selon la préférence partisane

	Ensemble		Parmi les épargnants		En %	Normal	Pas normal	En %	Normal	Pas normal
	Ce serait normal	Ce ne serait pas normal	Ce serait normal	Ce ne serait pas normal						
	31	69	35	65						
	100 %		100 %							
					Modeste	25	75	Gauche	33	67
					Moyen inférieur	34	66	Renaissance	64	36
					Moyen supérieur	24	76	Les Républicains	44	56
					Élevé	48	52	RN	19	81
								Sans préférence partisane	21	79



## LA SATISFACTION DU RENDEMENT DE L'ÉPARGNE CES DERNIÈRES ANNÉES DIVISE LES ÉPARGNANTS EN DEUX PARTS ÉGALES

La satisfaction sur le rendement de son épargne, au cours des dernières années, divise les épargnants en deux parts égales. On relève aussi que près de trois sondés sur dix (29 %) déclarent ne pas avoir d'argent placé en épargne. Cette situation est bien sûr étroitement corrélée au niveau de revenus : 53 % des très bas revenus sont dans cette situation. Un tiers des retraités le sont également. Si l'on considère les réponses des épargnants, le niveau de satisfaction du rendement de leur épargne croît aussi en fonction du niveau de revenus. Mais le lien n'est pas absolu :

44 % des revenus modestes se disent satisfaits tandis que 45 % des revenus élevés déclarent ne pas l'être. Par ailleurs, l'âge constitue un critère significatif. La satisfaction vis-à-vis du rendement de l'épargne décroît plus on avance en âge : 58 % parmi les 18-34 ans, 51 % chez les 35-49 ans, 47 % chez les 50-64 ans et 43 % parmi les plus de 65 ans. Notons enfin que le niveau de satisfaction est beaucoup plus élevé chez les possesseurs d'actions et les souscripteurs d'assurance-vie et de produits d'épargne-retraite.

### SUR LE RENDEMENT DE VOTRE ÉPARGNE, ÊTES-VOUS (EN %) :

■ Selon le revenu (épargnants) ■ Selon le produit d'épargne possédé (épargnants)

	Selon le revenu (épargnants)		Selon le produit d'épargne possédé (épargnants)		Selon le produit d'épargne possédé (épargnants)	
	Ensemble	Parmi les épargnants	Satisfait	Pas satisfait	Satisfait	Pas satisfait
Plutôt satisfait	35,5	50	44	56	42	58
Plutôt pas satisfait	35,5	50	48	52	58	42
N'a pas d'argent en épargne	29		53	47	62	38
	100 %	100 %	55	45	64	36
					65	35



## LES PRODUITS D'ÉPARGNE À ESPÉRANCE DE GAIN PLUS NET SONT CEUX QUE L'ON VEUT GARDER LE MOINS LONGTEMPS

L'enquête a cherché à aller plus loin cette année en classant les différents produits de placements testés avec d'un côté ceux que l'on considère comme des produits de long terme – qu'il est préférable de conserver un assez grand nombre d'années – et de l'autre ceux de court terme qu'il est préférable de ne pas garder pendant une longue période. Il est ainsi possible de calculer, pour chaque placement, un rapport long terme/court terme. On observe qu'assez logiquement, les produits d'épargne retraite, d'assurance-vie ou de bien locatif ont le meilleur rapport. En

revanche, le livret A divise en deux parts égales les sondés. Il est intéressant de souligner que parmi les possesseurs d'un livret A, 51 % le considèrent comme un produit d'épargne de long terme (soit un rapport de 0,58). Enfin l'un des grands enseignements est que les placements moins sûrs, mais à espérance de gain plus net, sont plutôt rangés dans la catégorie des produits de court terme. C'est notamment le cas des cryptomonnaies et des actions – y compris parmi les épargnants – ce qui favorise une assez grande volatilité de leur possession.

### PLACEMENTS COURT OU LONG TERME ? (EN %)

■ Ensemble ■ Parmi les épargnants actifs

	Long terme	Court terme	Rapport long/court	Long terme	Court terme	Rapport long/court
Le PER	31	6	0,84	41	7	0,85
L'assurance-vie fonds euros	37	8	0,82	50	11	0,82
Un bien immobilier locatif	35	10	0,78	39	12	0,76
L'assurance-vie UC	23	7	0,77	33	9	0,79
Le livret A	35	35	0,50	32	40	0,44
Les actions	21	27	0,44	32	31	0,51
Les cryptomonnaies	7	28	0,20	8	33	0,20



## L'INQUIÉTUDE TRÈS FORTE DES NON-RETRAITÉS SUR LEUR NIVEAU DE VIE À LA RETRAITE S'OPPOSE À LA VISION PLUS ÉQUILIBRÉE DES RETRAITÉS

Le jugement porté sur le niveau de vie à la retraite et la capacité de vivre correctement avec sa pension (actuelle ou future), diffère moins en fonction du niveau de revenus des sondés que selon leur statut, retraités – non-retraités. En effet, **près des trois quarts (72 %) des futurs retraités s'avouent inquiets alors que les retraités sont une majorité absolue (55 %) à juger leur pension suffisante**. Ces résultats mettent en évidence l'un des principaux problèmes de la société française : les retraités actuels jouissent d'une situation favorable

alors que les futurs retraités s'attendent à des lendemains difficiles, dans un système par répartition qu'ils financent largement, sans certitude d'un retour en leur faveur le moment venu. Ainsi, parmi les non-retraités, même les personnes à revenus élevés (44 %) ne sont qu'une minorité à penser que leur pension de retraite sera suffisante pour vivre correctement. À l'inverse, même parmi les retraités à revenus modestes, près de la moitié juge sa pension suffisante et parmi les revenus élevés le pourcentage atteint 80 %.

### LA PERCEPTION DE SON NIVEAU DE VIE À LA RETRAITE

■ Non-retraités selon le niveau de revenus ■ Retraités selon le niveau de revenus

	Non retraités	Retraités	Modeste	Moyen inférieur	Moyen supérieur	Élevé	Modeste	Moyen inférieur	Moyen supérieur	Élevé
La pension est/sera suffisante	28	55	21	29	24	44	45	47	54	80
Elle n'est pas/ne sera pas suffisante	72	45	79	71	76	56	55	53	46	20
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %



## LE RECOURS À L'ÉPARGNE-RETRAITE D'AVANTAGE RÉPANDU PARMIS LES NON-RETRAITÉS QUI PENSENT POUVOIR VIVRE CORRECTEMENT AVEC LEUR FUTURE PENSION

Plus de la moitié des non-retraités (54 %) déclarent placer de l'argent dans un produit d'épargne-retraite, dont 29 % « régulièrement ». Assez naturellement, le niveau de revenus exerce une influence importante sur ce comportement. Le fait de placer régulièrement de l'argent passe, ainsi, du simple (23 % des répondants) au double (46 %) entre les revenus modestes et les revenus élevés. Mais la cohérence n'est pas parfaite pour

autant : 46 % des revenus modestes le font tout de même régulièrement ou quand c'est possible. Quand, à l'inverse, 36 % des revenus élevés ne le font pas du tout. De même, 48 % des 35-49 ans et 36 % des 50-64 ans ne le font pas. En l'état, l'épargne-retraite complète fort utilement le système général actuel plus qu'elle ne permet de le corriger.

### ÉPARGNE EN VUE DE LA RETRAITE (EN %, NON-RETRAITÉS)

■ Ensemble ■ Selon le niveau de revenus ■ Pense que sa pension de retraite sera...

		Modeste	Moyen inférieur	Moyen supérieur	Élevé	Suffisante	Plutôt insuffisante	Très insuffisante
Régulièrement	29	23	32	26	46	51	29	7
Quand c'est possible	25	23	31	31	18	21	26	27
Non	46	54	37	43	36	28	45	66
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Sous-total Oui	54	46	63	57	64	72	55	34



## LA MAJORITÉ ABSOLUE DES FRANÇAIS CONSIDÈRE QU'IL FAUT COMMENCER À ÉPARGNER POUR SA RETRAITE AVANT 35 ANS

À la question « à quel âge commencer à épargner pour sa retraite ? », seuls 6 % des sondés répondent que « ce n'est pas nécessaire ». Une majorité absolue (62 %) indique au contraire qu'il faut s'en préoccuper avant 35 ans, et 39 % considèrent qu'il faut commencer à épargner avant 30 ans. Plus on est jeune, plus on estime qu'il faut commencer tôt. On peut penser que c'est la conséquence d'une inquiétude sur la pérennité du système par répartition, plutôt qu'un regret de ne pas l'avoir fait plus tôt chez les seniors.

Les réponses sont également très différentes selon la sensibilité politique du répondant, avec un score plus élevé de la réponse « moins de 35 ans » dès lors que l'on se déplace vers la droite, où elle culmine à 70 % parmi les sympathisants du RN. Enfin, ce qui est assez naturel, plus on estime que sa pension de retraite sera insuffisante, plus on juge qu'il faut commencer à épargner tôt, jusqu'à 46 % avant 30 ans pour ceux qui pensent qu'elle sera tout à fait insuffisante.

### À QUEL ÂGE FAUT-IL COMMENCER À ÉPARGNER POUR SA RETRAITE ?

■ Ensemble ■ Selon l'âge ■ Selon le jugement sur sa pension de retraite

						Est ou sera...		
	18-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	Suffisante	Plutôt insuffisante	Tout à fait insuffisante	
Avant 30 ans	39	48	47	32	31	35	40	46
30 à 35 ans	23	19	21	25	28	28	21	19
35 à 40 ans	14	11	11	18	16	16	14	11
Au-dessus de 40 ans	18	16	15	22	17	18	20	13
Ce n'est pas nécessaire	6	6	6	3	8	3	5	12
	100 %							
Au-dessous de 35 ans	62 %	67	68	57	59	63	61	65



**PARMI LES PLACEMENTS JUGÉS INTÉRESSANTS, LES CRYPTOMONNAIES SE POSITIONNENT AU DERNIER RANG ALORS QUE L'ASSURANCE-VIE RESTE EN TÊTE**

Dans la liste des placements jugés intéressants (les sondés devant répondre oui ou non pour chacun), **l'assurance-vie conserve la première place qu'elle occupait déjà dans l'enquête AG2R LA MONDIALE - AMPHITÉA - Le Cercle de l'Épargne de 2024**. Le livret A recule quant à lui assez nettement au gré des variations de son taux de rendement. En 2022, il n'était jugé intéressant que par 22 % des répondants contre 52 % aujourd'hui (mais 60 % l'an dernier). Enfin, les cryptomonnaies, pourtant au cœur de l'actualité ne progressent pas (21 %) et restent nettement au dernier rang. Dans ces réponses, l'âge des interviewés joue un rôle important. En effet, pour les moins de 35 ans, le livret A apparaît comme un

placement intéressant en début d'épargne. Par ailleurs, les actions ou même les cryptomonnaies, souvent perçues quant à elles comme un espoir de gains rapides, enregistrent chez les jeunes sondés un score plus élevé que chez leurs aînés. Enfin, selon leur rapport à l'épargne, les non épargnants positionnent en tête de leurs préférences le bien immobilier locatif. Les sondés disposant uniquement d'un livret A placent en tête l'immobilier locatif et le livret A, mais se montrent aussi attirés par l'assurance-vie. Enfin, les possesseurs de produit d'épargne sont multi-projets, affichant une nette préférence pour l'assurance-vie et une grande distance à l'égard des cryptomonnaies.

**LES PLACEMENTS INTÉRESSANTS (EN %, UNE RÉPONSE PAR PLACEMENT)**

■ Ensemble ■ Selon l'âge ■ Selon le rapport à l'épargne

	Ensemble	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	Non épargnant	A seulement un livret	A un produit d'épargne
L'assurance-vie	58	51	56	60	60	59	30	49	76
Un bien immobilier locatif	56	54	65	48	64	53	36	50	69
Le livret A	52	59	51	48	52	53	22	60	60
Le PER	48	44	50	50	55	40	22	45	62
Des actions	41	51	49	38	41	36	18	33	57
Les cryptomonnaies	21	36	28	22	19	13	11	24	25



## LE SENTIMENT D'UN DÉSÉQUILIBRE ENTRE LES COTISATIONS PAYÉES TOUT AU LONG DE SA VIE ET LES PRESTATIONS REÇUES (SANTÉ, RETRAITE) DOMINE

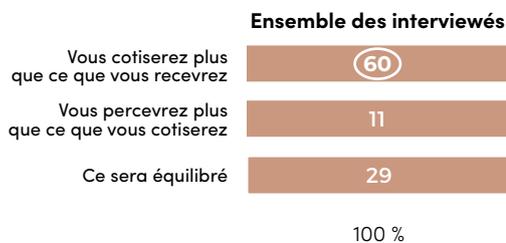
À la question posée sur l'équilibre personnel qui se fera tout au long de sa vie entre les cotisations que l'on paie et les prestations que l'on reçoit ou recevra, liées par exemple à la santé ou à la retraite, **60 % des interviewés considèrent que le rapport est déséquilibré et qu'ils cotiseront davantage qu'ils ne recevront**. Le résultat est d'autant plus net qu'on enregistre une majorité absolue (supérieure à 50 %) quels que soient la profession, le sexe ou le niveau de revenus des

sondés. Le sentiment d'un déséquilibre est particulièrement fort parmi les 50-64 ans qui sont sur la fin de leur carrière professionnelle et ne bénéficient pas encore de leur pension de retraite. Par ailleurs si le sentiment de déséquilibre est un peu moins répandu chez les personnes disposant de revenus modestes, il n'en demeure pas moins que celui-ci, largement partagé, rend plus difficile l'acceptation des efforts à fournir pour rétablir l'équilibre des finances publiques.

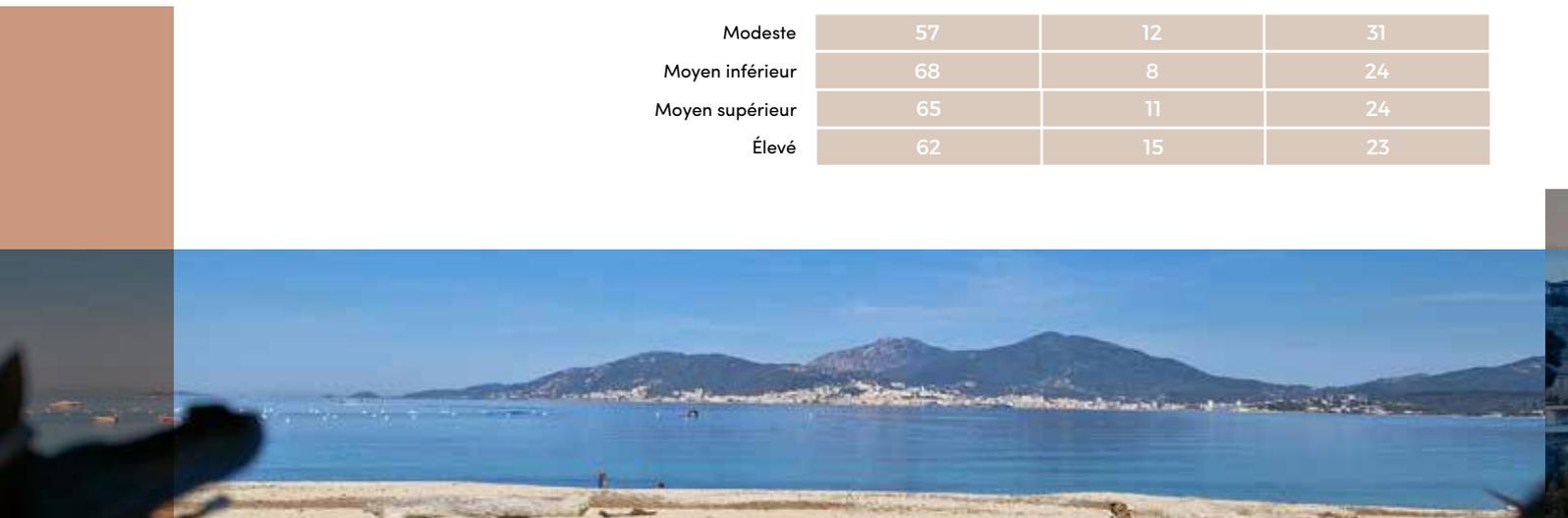
### ÉQUILIBRE COTISATIONS/PRESTATIONS TOUT AU LONG DE SA VIE

PENSEZ-VOUS QUE (EN %) :

■ Âge ■ Niveau de revenus



	Vous cotiserez davantage	Vous percevrez davantage	Ce sera équilibré
18-34 ans	53	18	29
35-49 ans	64	9	27
50-64 ans	73	6	21
65 ans et plus	53	10	37
Modeste	57	12	31
Moyen inférieur	68	8	24
Moyen supérieur	65	11	24
Élevé	62	15	23



## SEUL UN TIERS DES FRANÇAIS ACCEPTE L'IDÉE QUE LES SALARIÉS TRAVAILLENT DAVANTAGE POUR SAUVEGARDER LA PROTECTION SOCIALE

Parmi les trois propositions avancées pour sauvegarder le système de protection sociale, les sondés, invités à en choisir deux, retiennent massivement la lutte contre les abus et les fraudes (à 80 %) qui nourrit l'espoir rarement réalisé d'économies majeures. Ils placent en dernière position le fait d'augmenter un peu les cotisations et les impôts. Si les moins de 35 ans ainsi que les cadres et les professions intellectuelles citent plus volontiers cette hausse de la fiscalité (respectivement 36 et 37 %), c'est à gauche qu'elle suscite le plus fort soutien : 45 % parmi les Insoumis, 39 % chez les socialistes et encore 33 % parmi les écologistes. En

revanche, le fait de citer, dans les deux propositions retenues, que les salariés travaillent davantage (suppression d'un jour férié, de RTT ou augmentation du nombre d'heures de travail) est surtout porté par... les retraités (à 51 %). Seul un quart des salariés s'y montre favorable, sans grande différence entre ceux issus du secteur public (25 %) ou du privé (27 %). Sur le plan politique, cette proposition est soutenue par les seuls sympathisants du socle commun, Renaissance et Les Républicains (LR), mais suscite un faible écho chez tous les autres, y compris ceux qui se déclarent sans préférence partisane.

### LA MEILLEURE SOLUTION POUR SAUVEGARDER LA PROTECTION SOCIALE (EN %, 2 RÉPONSES POSSIBLES)

■ Ensemble ■ Selon la situation professionnelle ■ Selon la préférence partisane

	Ensemble	Salarié du privé	Salarié du public	Indépendant	Retraité	Gauche	Renaissance	LR	RN	Sans préférence
La lutte contre les abus et les fraudes	80	77	78	83	92	75	87	83	83	74
Les salariés travaillent davantage	33	27	25	31	51	23	56	61	28	29
L'augmentation « un peu » des cotisations et des impôts	24	24	32	29	16	42	26	21	20	13



## LA PRISE EN CHARGE DE LA DÉPENDANCE SE SITUE À UN HAUT NIVEAU DANS LES PRIORITÉS SOCIALES

Les priorités d'action sociale des Français sont assez largement tournées en faveur de la situation des personnes âgées. **Le niveau des pensions de retraite vient ainsi largement en tête avec 60 % de citations.** Cette préoccupation monte à 67 % des réponses auprès de la tranche des 35-49 ans. On note également que quelle que soit la préférence partisane des répondants, elle se place en tête. **Par ailleurs la prise en charge de la dépendance se situe désormais à un haut niveau** mais ne décolle vraiment que chez les plus de 65 ans (59 %). Mais le thème de la dépendance est aussi porté par

les sympathisants des partis du socle commun qui pèsent sur la définition des politiques publiques. **En deuxième place, devançant la dépendance, les remboursements d'assurance-maladie figurent aussi à un haut niveau.** Alors que l'on pourrait s'attendre à ce que la question concerne davantage les personnes âgées, l'enquête montre que ce thème est plutôt cité, de façon transpartisane, par les 18-34 ans, souvent jeunes parents. En revanche, seules les tranches d'âge les plus jeunes citent fréquemment les enjeux liés à la couverture-chômage et aux allocations familiales.

### LES PRIORITÉS EN MATIÈRE DE PRESTATIONS SOCIALES (EN %)

■ Ensemble ■ Selon l'âge ■ Selon la préférence partisane

	Ensemble	18-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	Gauche	Renaissance	LR	RN	Sans préférence
Le niveau des pensions de retraite	60	48	67	65	62	56	69	61	66	58
Les remboursements d'assurance-maladie	45	50	42	45	43	45	33	52	49	45
La dépendance	37	24	26	38	59	36	47	47	24	37
La couverture chômage	15	27	17	11	5	18	12	8	16	15
Les allocations familiales	14	26	17	7	6	22	10	7	11	15



## LES FRANÇAIS SE MONTRENT FORTEMENT OPPOSÉS À L'IDÉE DE SUPPRIMER LES ESPÈCES

Alors que la suppression des espèces (billets et pièces de monnaie) est parfois envisagée, les Français se montrent fortement opposés à cette idée (78 %) voire « très opposés » (49 %). L'opposition – quelle qu'elle soit – est donc majoritaire dans toutes les catégories de la population. On pourrait penser que, sur ce terrain, l'âge jouerait un rôle important. À l'exception des 18-24 ans qui y sont moins défavorables (41 % ayant répondu favorablement à la suppression, 59 % contre), il n'y a plus guère de différence entre les autres tranches d'âge qui se montrent très hostiles, dès 25-34 ans. Surtout, ce sont les Français les plus modestes, ou les plus éloignés des partis

de gouvernement, qui se montrent les plus farouches opposants à cette idée. Les personnes disposant de revenus modestes ou moyens inférieurs se disent « très opposées » à la suppression des espèces, et ce jusqu'à près de 55 %, soit plus de dix points au-dessus des revenus supérieurs. Sur le plan politique, ce sont les sympathisants du Rassemblement national (RN) et les sans préférence partisane qui se montrent les plus fortement opposés, à plus de 50 % contre 29 % parmi les proches de Renaissance, défavorables à 67 % si l'on regroupe les « plutôt opposés » et les « très opposés ».

### RÉACTION À L'IDÉE DE SUPPRESSION DES ESPÈCES

■ Ensemble ■ Selon le niveau de revenus ■ Selon la préférence partisane

	Ensemble	Selon le niveau de revenus				Selon la préférence partisane				
		Modeste	Moyen inférieur	Moyen supérieur	Élevé	Gauche	Renaissance	LR	RN	Sans préférence
Très favorable	5	5	5	4	6	6	8	8	5	3
Plutôt favorable	17	15	15	20	20	20	25	18	14	16
Plutôt opposé	29	26	28	34	32	30	38	32	28	30
Très opposé	49	54	52	42	42	44	29	42	52	51
	100 %									
Sous-total opposé	78	80	80	76	74	74	67	74	80	81



## FOCUS AUPRÈS DES FEMMES

L'analyse des réponses des femmes et des hommes aux différentes questions de l'enquête, montre un différentiel négatif. En effet, **les femmes semblent davantage valoriser les remboursements d'assurance-maladie, marqueur de l'importance qu'elles attachent aux questions de santé. En revanche, sur cinq points, elles ont des scores inférieurs à ceux des hommes: équilibre cotisations/prestations, niveau de leur pension de retraite et même rendement de leur épargne ainsi que sur les politiques publiques.** Elles sont moins favorables que les hommes à ce que les salariés travaillent

davantage. On aurait pu penser que cet écart était davantage le fait de générations plus anciennes. Cependant si l'on isole les réponses des femmes et des hommes de moins de 45 ans, les écarts restent de même ampleur et se trouvent même accentués sur l'équilibre tout au long de la vie entre cotisations et perceptions. Ils sont en revanche meilleurs sur le rendement de l'épargne où l'écart hommes/femmes disparaît presque totalement dans la génération des moins de 45 ans.

## LE REGARD DES FEMMES SUR L'ÉPARGNE ET LA PROTECTION SOCIALE

## LES FEMMES SUR-VALORISENT (EN %)

	Femme	Homme	Écart
La priorité aux remboursements maladie	49	41	+8 pts

## LES FEMMES SOUS-VALORISENT (EN %)

	Femme	Homme	Écart
Juge équilibré le rapport cotisations / prestations sur sa vie	33	46	-13 pts
Pense que sa pension de retraite est ou sera suffisante	32	39	-7 pts
Satisfait du rendement de son épargne (épargnants)	46	54	-8 pts
Favorable à ce que les salariés travaillent davantage	28	38	-10 pts
Juge normal d'orienter l'épargne pour le financement de la défense nationale	24	38	-14 pts



**FOCUS AUPRÈS DES JEUNES DE 18 À 29 ANS :  
COMPARAISON DE LEURS RÉPONSES PAR RAPPORT À LEURS AÎNÉS**

Le focus auprès des jeunes – on a retenu ici les 18-29 ans – à travers l'analyse des écarts de réponses avec celles de leurs aînés (les plus de 30 ans), donne des indications très différentes de celui conduit auprès des femmes. Sur les huit points présentés ci-dessous, où les écarts sont importants entre les deux classes d'âges, cinq sont valorisés par les jeunes. En effet, **les 18-29 ans semblent être satisfaits du rendement de leur épargne. De plus,**

**ils manifestent un intérêt plus grand que leurs aînés pour les placements à risque mais à espoir de gain rapide.** À l'inverse, il n'est pas surprenant de constater que les jeunes dévalorisent les questions de pensions de retraite et de prise en charge de la dépendance. Il est en revanche assez frappant de constater qu'ils sont très peu favorables à ce que les salariés travaillent davantage fût-ce pour sauvegarder le système de protection sociale.

**LE REGARD DES JEUNES SUR L'ÉPARGNE ET LA PROTECTION SOCIALE**

**LES JEUNES SUR-VALORISENT (EN %)**

	18-29 ans	30 ans et plus	Écart
Juge intéressant le placement dans les actions	54	39	+15 pts
Juge intéressant le placement dans les cryptomonnaies	36	19	+17 pts
Satisfait du rendement de son épargne (épargnants)	65	47	+18 pts
Juge normal d'orienter l'épargne vers la défense nationale	44	28	+16 pts
Favorable à la suppression des espèces	38	18	+20 pts

**LES JEUNES SOUS-VALORISENT (EN %)**

	18-29 ans	30 ans et plus	Écart
Favorable à ce que les salariés travaillent davantage	24	35	-11 pts
Juge prioritaire le niveau des pensions de retraite	47	63	-16 pts
Juge prioritaire la prise en charge de la dépendance	23	40	-17 pts



## PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

---

1. En matière d'épargne, **la grande majorité des Français souhaite que les pouvoirs publics se tiennent à la plus grande distance possible de variation de taux d'imposition visant à orienter l'épargne dans une direction plutôt que dans une autre.** Cela vaut, quoiqu'à un moindre degré, pour la question du financement de la défense nationale. Même si sur ce point, les revenus élevés et les possesseurs d'actions se partagent en deux parts presque égales.

2. **Sur la retraite, l'inquiétude sur le niveau de leur future pension demeure forte parmi les non-retraités.** Une forte majorité (62 %), plus encore parmi les jeunes, considère qu'il faut commencer à épargner pour sa retraite avant 35 ans, voire en réponse dominante avant 30 ans. Mais, s'il n'y a pas de lien absolu entre le niveau de revenus et la pratique de l'épargne-retraite, il se trouve que ce sont les plus inquiets qui épargnent le moins pour améliorer leur retraite. En l'état, l'épargne-retraite complète le système général actuel mais ne permet pas de le corriger.

3. Cette étude montre l'émergence de deux grandes divergences. En effet, **seuls 33 % des interviewés citent comme solution possible pour sauvegarder le système de protection sociale le fait que les salariés travaillent davantage.** Encore ce score est-il dû au souhait majoritaire des... retraités. Il ne recueille l'assentiment que d'un salarié sur quatre qu'il soit du secteur public ou privé. D'autre part, nous observons **la montée d'un sentiment de déséquilibre personnel négatif entre les cotisations que l'on paie toute sa vie et les prestations que l'on recevra par exemple pour sa santé ou sa retraite (60 %).** Ce déséquilibre rend plus difficile, dans nos sociétés individualistes, l'acceptation d'efforts pour financer les retraites et sauvegarder le système de protection sociale.





**AG2R LA MONDIALE**  
14/16, boulevard Malesherbes  
75008 PARIS  
01 76 60 84 01  
[ag2rlamondiale.fr](http://ag2rlamondiale.fr)



**AMPHITÉA**  
5, rue Cadet  
75009 PARIS  
01 71 24 02 60  
[amphitea.com](http://amphitea.com)



**LE CERCLE DE L'ÉPARGNE**  
14/16, boulevard Malesherbes  
75008 PARIS  
01 76 60 85 39  
[cercledelepargne.com](http://cercledelepargne.com)